



Réunion d'urgence au niveau ministériel sur la corne de l'Afrique

Résumé des coprésidents

1. Cette réunion d'urgence au niveau ministériel sur la crise dans la corne de l'Afrique, convoquée à la demande de la présidence française du G20, démontre la détermination commune, nationale et internationale, à intervenir d'urgence pour lutter contre la famine actuelle en Somalie et la crise de la faim dans la corne de l'Afrique. Elle s'inscrit dans le cadre de l'ordre du jour prioritaire du G20 concernant la sécurité alimentaire et l'adoption (le 23 juin 2011, par les ministres de l'agriculture) d'un plan d'action en cinq points sur l'instabilité des prix des denrées alimentaires et l'agriculture.
2. Ces crises menacent 12 millions de personnes et risquent d'exposer une génération d'enfants à des handicaps physiques et cognitifs irréversibles, en raison de l'impact dévastateur de la malnutrition et des maladies.
3. Les populations ont été affaiblies par la malnutrition aiguë et chronique, les taux de malnutrition aiguë globale atteignant 50 pour cent dans certaines zones. Nous devons collaborer avec les gouvernements pour établir des filets de sécurité, pour protéger les plus vulnérables - femmes enceintes et mères allaitantes, enfants de moins de trois ans et personnes âgées, malades chroniques, handicapés et réduire le risque de catastrophes grâce à des programmes de filets de sécurité productifs et de qualité, alléger la charge de travail des femmes et remédier à l'absence de maîtrise qu'elles ont des ressources productives. Les filets de sécurité doivent aussi permettre de maintenir la scolarisation des enfants, et en particulier des filles, et ce, même en temps de crise.
4. Il est essentiel que ceux qui contrôlent les zones méridionales de la Somalie, épice de la situation d'urgence, donnent libre accès à un plus grand nombre d'organisations humanitaires afin que les personnes menacées d'inanition, qui sont près de deux millions, puissent recevoir une aide immédiate. Il est indispensable de renforcer l'appui financier et technique aux organisations qui ont opéré efficacement dans toute la Somalie (y compris la zone méridionale).
5. Les participants ont souligné l'importance d'une intervention immédiate de nature à permettre aux pays et communautés touchés d'être en mesure de

sauver des vies humaines, de protéger les personnes contre la malnutrition, de réduire les souffrances humaines et d'assurer une protection.

6. La crise doit être immédiatement jugulée et inversée grâce à l'octroi d'une aide alimentaire d'urgence et d'un appui au secteur productif, alors que nous œuvrons à rendre aux populations leurs moyens d'existence et à améliorer la résilience et la production agricole. Les mois à venir seront critiques pour éviter de nouvelles pertes de vies humaines et de moyens d'existence.
7. Les participants ont souligné qu'il importait d'améliorer durablement la productivité et la production des petits agriculteurs et des éleveurs nomades en fournissant des intrants (semences, engrais, aliments pour animaux et vaccins) et des infrastructures (routes, services collectifs, adduction d'eau et magasins de village).
8. Il est important de permettre aux agriculteurs, aux pêcheurs et aux éleveurs de se prendre en main en ces temps difficiles, en particulier au sein de leur propre communauté, car les déplacements diminuent leur capacité de production et rendent la phase de relèvement plus difficile et plus coûteuse; l'autonomisation renforce la résilience qui leur permet de mieux supporter les inévitables sécheresses futures dont les risques sont aggravés par le changement climatique et la dégradation des ressources naturelles.
9. Les participants ont souligné l'importance du pastoralisme et de l'agropastoralisme en tant que systèmes dynamiques et durables d'existence dans la corne de l'Afrique et ils ont reconnu que la mobilité des populations et des troupeaux à l'intérieur des pays et d'un pays à l'autre était nécessaire pour sauver des vies et préserver le fondement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. Si elle bénéficie d'un appui ciblé, l'économie pastorale peut prospérer et contribuer dans une large mesure aux économies nationales, à la préservation des cultures autochtones et à la gestion des environnements difficiles dans la région de la corne de l'Afrique.
10. Les participants sont prêts à aider, si nécessaire, les gouvernements des pays de la corne de l'Afrique dans l'action qu'ils mènent pour faire face à cette crise et encouragent la création de pôles mondiaux et nationaux pour la sécurité alimentaire, guidés en cela par le Plan d'action pour la corne de l'Afrique du Comité permanent interorganisations, en vue de soutenir les processus engagés par les pays grâce à des évaluations coordonnées. La sécurité alimentaire et nutritionnelle à long terme dans la corne de l'Afrique repose sur une vision complète de l'ensemble des questions, et notamment l'impact des conflits, la protection de l'espace humanitaire, la réduction des risques liés aux catastrophes, l'accès aux services essentiels de santé et d'éducation, ainsi que l'adaptation aux changements climatiques et l'atténuation de leurs effets.

11. Les participants ont souligné la nécessité de disposer d'instruments efficaces d'aide alimentaire et ils ont appuyé la demande adressée par le G20 au PAM et à d'autres organisations internationales concernant l'élaboration d'une proposition relative à un système ciblé de réserves d'aide alimentaire d'urgence complétant les réserves alimentaires nationales déjà en place.
12. Les participants ont souligné la nécessité d'appuyer et de renforcer les initiatives conduites par l'Union africaine, l'IGAD et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire et ses membres, de favoriser, ainsi que le souligne le Plan d'action du G20 sur la stabilité des prix des denrées alimentaires et l'agriculture, la coordination des politiques sur la sécurité alimentaire entre les pays et les organisations internationales. Les initiatives en faveur de la sécurité alimentaire dans la région doivent s'inscrire dans le prolongement des efforts mondiaux visant à limiter l'instabilité des prix des denrées alimentaires, à améliorer les plans d'action mis en œuvre par les pays et à assurer l'harmonisation et la coordination de l'aide ainsi que des engagements prévisibles à l'appui de l'action multilatérale. Ces initiatives doivent être conformes au processus du PDDAA du NEPAD/UA¹, aux principes convenus par le G8 lors du Sommet de L'Aquila en juillet 2009 et par les États Membres lors du Sommet mondial de Rome sur la sécurité alimentaire en novembre 2009, ainsi qu'au Plan d'action du G20 sur l'instabilité des prix des denrées alimentaires et sur l'agriculture. De surcroît, elles doivent encourager la mise en œuvre du cadre global d'action actualisé.
13. Les participants se sont félicités de l'engagement, pris par les gouvernements des pays de la corne de l'Afrique, afin de préparer des stratégies de croissance et de développement agricole. Ces stratégies et les plans d'investissement qui y sont associés doivent être mis en œuvre rapidement au moyen d'un accroissement sensible des investissements nationaux et internationaux publics et privés, en particulier en faveur de l'irrigation, de la fourniture d'intrants, d'une gestion durable des terres et de la mise en place des infrastructures essentielles, outre la recherche et l'innovation. Ensemble, nous savons ce qui doit être fait et comment aider les gouvernements à agir, et nous encourageons donc la mise en œuvre du Plan d'action pour l'alimentation et la sécurité alimentaire et hydrique, d'ici à novembre 2011, par l'intermédiaire du Groupe de travail des banques de développement multilatérales et régionales.
14. La FAO, le PAM, le FIDA, l'Union africaine, l'IGAD et l'Équipe spéciale de haut niveau sur la crise mondiale de la sécurité alimentaire, avec l'appui de leurs États membres et de tous les participants, et notamment la société

¹ NEPAD: Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique; PDDAA: Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine.

civile, les banques d'investissement et les fondations privées, sont invités à fournir toute l'aide possible aux pays de la corne de l'Afrique pour faire face à la crise, répondre aux besoins d'ordre humanitaire, tout en prévoyant des solutions à long terme. Les progrès seront suivis et il sera rendu compte à la prochaine session du Comité de la sécurité alimentaire mondiale, en octobre 2011.

Bruno Le Maire
Ministre de l'agriculture,
de l'alimentation, de la pêche,
de la ruralité et de l'aménagement du
territoire, France,
Présidence du G20

Jacques Diouf,
Directeur général,
Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation et
l'agriculture (FAO)